HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE
Liberté
Égalité
Fraternité

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

MAI 2021

CONSULTATION DES CORPS INTERMÉDIAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

https://notreavenir-nc.fr/

SYNTHÈSE FINALE PRÉSENTÉE PAR

bluenove
opening organizations:

SOMMAIRE

01
À PROPOS DE LA CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 02

02
LA PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE 03

- LE QUESTIONNAIRE
- LA TYPOLOGIE DES RÉPONDANTS 04
- LA MÉTHODE DE TRAITEMENT DES RÉPONSES 06
- LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA CONSULTATION 07

03
LA SYNTHÈSE DE LA CONSULTATION

- QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ? 10
- QUE SIGNIFIENT L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ ? 14
- QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ? 18
- SELON VOUS, À QUEL(S) GRAND(S) DÉFIS LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST-ELLE CONFRONTÉE ? ET COMMENT DOIT-ELLE Y RÉPONDRE ? 22
- QUELS SONT VOS ESPOIRS ET PRÉOCCUPATIONS VIS-À-VIS DE L'AVENIR CALÉDONIEN ? 25
- SOUHAITEZ-VOUS FORMULER UNE PROPOSITION EN LIEN AVEC L'UN DES TROIS THÈMES ÉVOQUÉS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE* ET LISTÉS CI-DESSOUS ? 28

04
CONCLUSION 31

05
ANNEXES 32

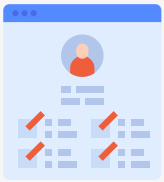
A PROPOS DE LA CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les corps intermédiaires de la société calédonienne (associations, syndicats, patronats, clusters, chambres consulaires, ordre des professionnels, think tanks, etc.) ont été appelés à se prononcer sur les grandes thématiques et les notions fondamentales associées à la réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (identité, souveraineté, …).

Les corps intermédiaires ont eu la possibilité de s'exprimer en ligne du 25 janvier au 15 avril 2021, sur la plateforme notreavenir-nc.fr, et de participer au dialogue actuellement engagé par le ministre des Outre-mer avec les acteurs politiques en apportant une contribution publique à ce débat. Les contributeurs pouvaient compléter leurs réponses déposées en ligne en sollicitant un entretien sous forme d'audition auprès du Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

La consultation des corps intermédiaires s'inscrit dans le cadre de la consultation de la société calédonienne lancée suite à l'annonce du Ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu.

LES CHIFFRES DE LA PARTICIPATION



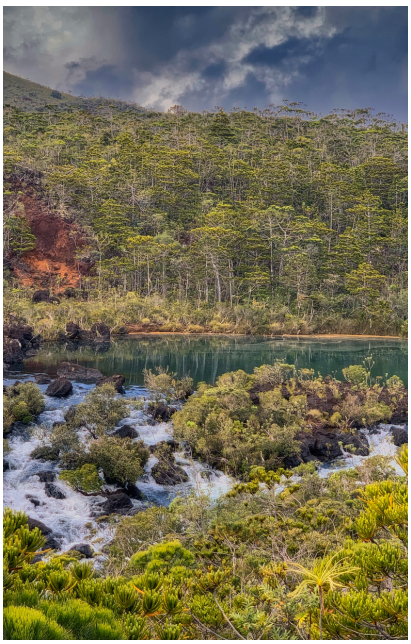
164
Organisations inscrites

113
Organisations répondantes

2321
Messages

51
Demandes d'entretien auprès du Haut-Commissariat

LA PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE



Ce document présente une synthèse de la consultation des corps intermédiaires de la société Calédonienne. Pour réaliser cette synthèse, l'ensemble des réponses à chaque question ont été prises en compte et regroupées par thème afin de donner une vue d'ensemble de la diversité des opinions. Des verbatims illustratifs sont intégrés à la synthèse des réponses à chaque question.

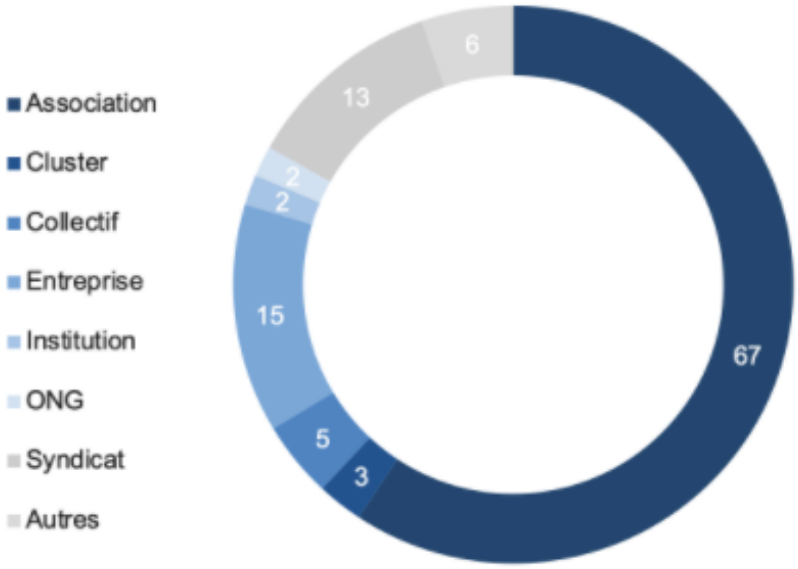
LE QUESTIONNAIRE

Pour participer à la consultation les organisations étaient invitées à partager leurs réflexions concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie en répondant aux 6 questions suivantes.

QUESTIONS	RÉPONDANTS	MESSAGES
SELON VOUS, QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ?	113	317
SELON VOUS, QUE SIGNIFIE L'INDÉPENDANCE ? ET QUE SIGNIFIE LA SOUVERAINETÉ ?	113	**414**
SELON VOUS, QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ?	113	292
SELON VOUS, À QUEL(S) GRAND(S) DÉFIS LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST-ELLE CONFRONTÉE ? ET COMMENT DOIT-ELLE Y RÉPONDRE ?	113	**460**
QUELS SONT VOS ESPOIRS ET VOS PRÉOCCUPATIONS VIS-À-VIS DE L'AVENIR CALÉDONIEN ?	112	**560**
SOUHAITEZ-VOUS FORMULER UNE PROPOSITION EN LIEN AVEC L'UN DES TROIS THÈMES ÉVOQUÉS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE* ET LISTÉS CI-DESSOUS : • DÉFI CLIMATIQUE • DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE • AXE INDOPACIFIQUE	80	312

LA TYPOLOGIE DES RÉPONDANTS

Les 113 organisations répondantes correspondent aux 8 catégories suivantes :



Les associations représentent la majorité des participants, voici des informations complémentaires concernant les types d'associations répondantes :

Associations d'actions sociales, santé, humanitaires

19

Associations sportives

18

Associations de professionnels

9

Associations d'éducation, formation, insertion

9

Associations loisirs et culture

7

Associations autres

5

LES PRINCIPES DE LA MÉTHODE DE CONSULTATION

Notre approche est fondée sur trois principes permettant, au travers de démarches délibératives à grande échelle, de bâtir un climat de confiance avec les cibles de la consultation.

Principe de diversité : les consultations doivent mettre en valeur des opinions et des arguments variés. Les contributions ne sont pas analysées et mises en avant au regard de leur représentativité vis-à-vis des participants, mais bien en fonction de la richesse qu'elles apportent au débat.

Principe d'inclusion : les dispositifs consultatifs s'emploient à inclure l'ensemble des parties prenantes d'un débat, notamment les publics les plus fragiles : personnes en situation de handicap, individus éloignés du numérique, etc. Chaque participant, expert comme profane, doit pouvoir participer au débat.

Principe de liberté d'expression : la politique de modération est explicitée dans la charte de participation de la consultation. Elle vise toujours à être la moins excessive possible. Chaque participant est prévenu en amont et en aval de la modération de sa contribution. Ce principe respecte la maturité intellectuelle des participants et en maximise l'engagement.

REMARQUE MÉTHODOLOGIQUE :

Le questionnaire était proposé **en accès libre** sur le site www.notreavenir-nc.fr, partagé par des publications en ligne (site du Haut-Commissariat, réseaux sociaux et communiqués de presse notamment), relayé par certains médias ainsi qu'à travers une campagne de mailing auprès des corps intermédiaires calédoniens. Tous les représentants des corps intermédiaires avaient la possibilité de s'exprimer.

La consultation reposait donc sur **une participation volontaire des représentants** de l'ensemble de la population ciblée.

Les résultats de la consultation proposent donc **un aperçu des opinions des organisations ayant souhaité participer**, elle n'a cependant pas vocation à proposer une illustration représentative des opinions de la société civile calédonienne puisque cette consultation a vocation qualitative ne se basait pas sur un échantillon présélectionné.

LA MÉTHODE DE TRAITEMENT DES RÉPONSES

Durant cette consultation, les corps intermédiaires de la société calédonienne se sont exprimés en répondant à un questionnaire en ligne constitué de 6 questions ouvertes.

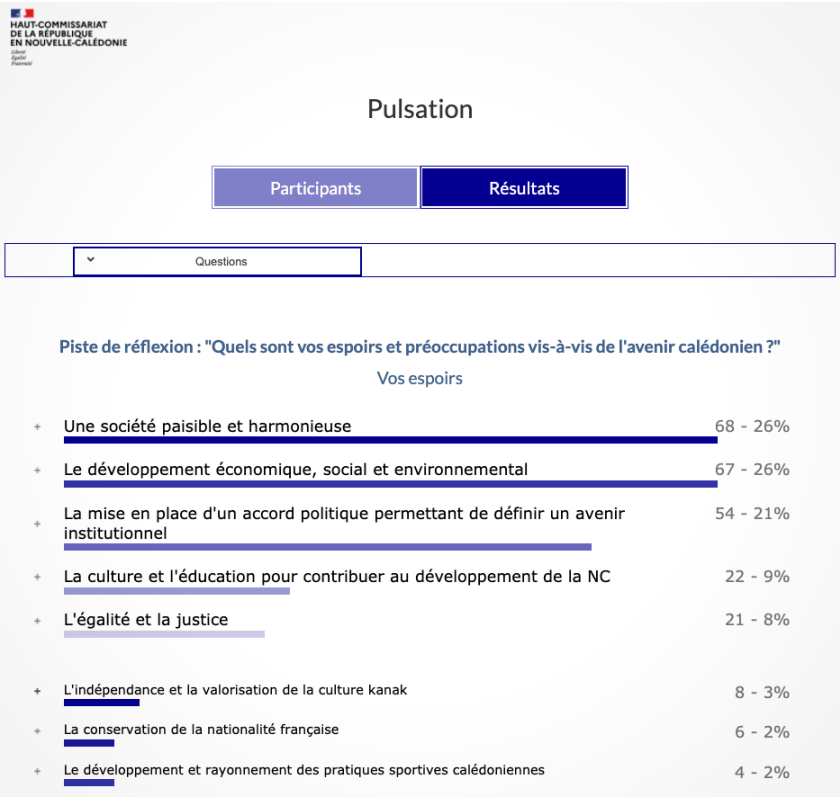
Les champs de réponses à ces 6 questions favorisaient l'expression libre et spontanée de messages succincts permettant de partager des observations, des problématiques ou des propositions.

Pour analyser les 2321 messages partagés et rendre compte des opinions et des sujets abordés par les 113 participants, un travail de regroupement des réponses par thèmes a été mené.

Le travail de regroupement a été mené par des analystes assistés d'un algorithme de traitement automatique du langage, correspondant à une chaîne de traitement de regroupement sémantique favorisant une catégorisation objective des messages. Quelques réponses pouvaient être associées à deux thèmes, celles-ci ont été intégrées au thème se rapprochant le plus de la réponse.

Pour chaque question, les thèmes identifiés sont présentés dans cette synthèse accompagnée de verbatims qui illustrent les réponses obtenues et associées aux thèmes correspondants. Chaque thème est associé à une quantité variable de messages. Les thèmes les plus fréquemment abordés par les répondants représentent des thèmes transverses partagés par de nombreux répondants, quelle que soit la nature de leurs organisations alors que les thèmes les moins fréquents ne sont associés qu'à une fraction plus réduite de contributeurs.

Toutes les questions étaient ouvertes, les thèmes identifiés sont ainsi relativement nombreux et les taux de récurrence peu élevés. Cela s'explique par le fait que l'expression était non guidée et laissait une grande part de liberté aux répondants.
Pour découvrir ce travail de synthèse, consultez les pages suivantes, présentant les réponses obtenues lors de la consultation.



Capture d'écran de notre outil d'analyse des messages via un regroupement sémantique supervisé

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA CONSULTATION

Au cours des deux mois et demi de consultation des corps intermédiaires de Nouvelle-Calédonie, 113 organisations se sont exprimées en répondant à un questionnaire en ligne. Ces organisations couvrent un large ensemble d'activités : associations sportives et culturelles, syndicats, clusters, mouvements citoyens et quelques PME. Les contributions, focalisées sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, font émerger des attentes, des opinions et des propositions sur des sujets sociaux, politiques, économiques et environnementales.

1

La démarche de consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne a tout d'abord permis de faire émerger les grandes lignes de ce que représente la nationalité française sur le territoire ultra-marin pour les participants. Être français en Nouvelle-Calédonie représente pour la majorité des contributeurs l'appartenance à une nation historique qui prône et défend des droits et valeurs fondamentales.
Être français en Nouvelle-Calédonie revient également à faire partie d'un système national de solidarité, d'aides de la part de diverses institutions (État, fédérations sportives, etc.) et d'échanges (expertises, sport, culture, éducation, commerce, etc.). D'autre part, les répondants soulignent que les spécificités de la Nouvelle-Calédonie conduisent à un métissage culturel qui fait rayonner la diversité de la nation française.

2

Le sujet de l'indépendance, sur lequel les participants ont été interrogés, est perçu de manière clivante. D'une part, elle est associée pour certains à la possibilité d'accéder à une autonomie totale dans la gestion politique, juridique et financière du territoire, ce qui pourrait permettre une répartition des richesses plus équilibrée entre les populations et d'accéder à une meilleure reconnaissance internationale. D'autre part, l'indépendance est perçue comme un risque et une menace sur les plans sécuritaire, économique et social. Concernant la souveraineté, un tiers des participants partagent des définitions neutres de la souveraineté. Les opinions exprimées font émerger 3 axes : pour certains la souveraineté est un idéal à atteindre indissociable de l'indépendance, pour d'autres elle correspond à la situation actuelle du territoire, et pour d'autres encore, l'accession à une plus grande souveraineté représente une difficulté et un risque.

3

Concernant les liens que doivent entretenir la Nouvelle-Calédonie et la France, une nette tendance se dégage pour la conservation des liens forts. Les répondants semblent attachés aux liens étroits avec l'hexagone, que la Nouvelle-Calédonie devienne indépendante ou non. Cette observation fait écho au sentiment d'attachement à la culture commune française. On identifie également le besoin de maintenir des liens protecteurs. En effet, des réponses révèlent des inquiétudes quant à la position stratégique de la Nouvelle-Calédonie qui pourrait être convoitée par d'autres grandes puissances.

4

Dans le prolongement de cette réflexion, les contributeurs se sont exprimés sur leurs préoccupations concernant l'avenir du territoire. Les craintes les plus fréquemment exprimées sont au sujet de l'instabilités sociale, politique et institutionnelle ainsi que sur le risque de conflits communautaires et l'insécurité. En miroir de ces réflexions, les participants ont partagé leurs espoirs et les défis à relever pour construire l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA CONSULTATION

5

Le défi social est le plus régulièrement cité, faisant écho à la nécessité de développer un "vivre ensemble" calédonien et de réduire les inégalités sociales (accès au droit de vote pour tous, meilleure répartition des richesses, droit des minorités). La culture et l'éducation de la population apparaissent comme des solutions afin de permettre l'instauration d'une société durable et apaisée. Dans le cadre des défis sociaux, les participants appellent aussi à l'amélioration de la sécurité des biens et des personnes.

6

D'un point de vue politique, les participants appellent à la construction d'un destin commun et à une stabilité institutionnelle passant, par exemple, par la mise en place d'un nouvel accord politique qui permettra de sceller l'avenir institutionnel du territoire.

7

Le défi économique est également abordé, faisant écho à la nécessité de diversification, en misant par exemple sur le tourisme haut de gamme, sur l'exploitation de la zone maritime, sur les investissements dans le secteur numérique, sur le développement de l'autosuffisance alimentaire, ou encore sur les aides pour l'entreprenariat ou sur l'achat d'outils de production. La lutte contre les monopoles et la mise en place de règles éthiques associées aux activités économiques sont aussi appelées par certains participants.

8

Le défi environnemental et la mise en place d'une économie plus durable sont aussi régulièrement cités. Pour les années à venir, les participants placent une part de leurs espoirs dans une meilleure gestion des ressources naturelles et une exploitation raisonnée du nickel, ainsi que dans le développement d'une agriculture durable, dans la production d'énergies renouvelables à plus grande échelle, et la nécessité d'une réduction globale de l'empreinte carbone.

9

L'ouverture de la Nouvelle-Calédonie vers l'internationale ressort également des réponses. Cette ouverture doit être maîtrisée afin de mettre en place des partenariats régionaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Enfin, de part son attachement à la France et sa position géographique éloignée, des contributeurs font ressortir l'idée que la Nouvelle-Calédonie doit devenir une ambassadrice de la culture française dans la Pacifique.

La suite de ce document présente une vue d'ensemble des réponses obtenues à chacunes des 6 questions posées aux corps intermédiaires de la société Calédonienne.

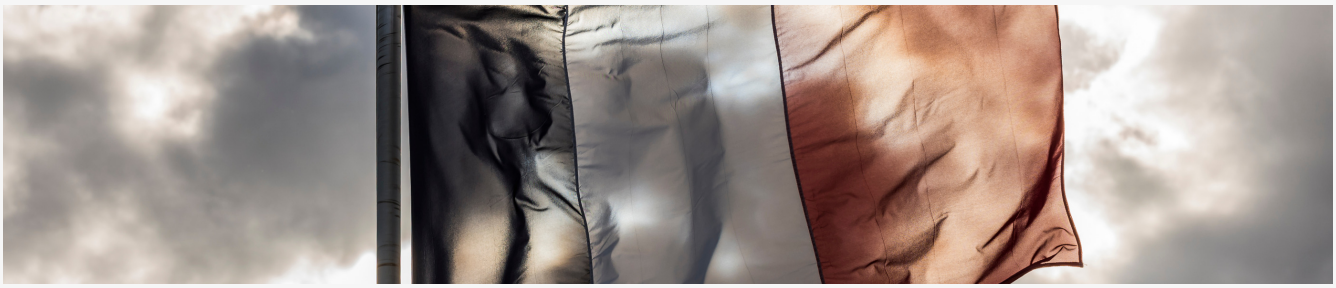
HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE
Liberté
Égalité
Fraternité

bluenove
opening organizations:

LA SYNTHESE DE LA CONSULTATION

ANALYSE DÉTAILLÉE DES QUESTIONS OUVERTES DU QUESTIONNAIRE

QUESTION 1° QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ?



Les contributeurs traduisent le sentiment d'être français par :

des éléments liés au système juridique :

- le fait d'être citoyen d'un état de droit dont les libertés fondamentales sont protégées ;
- le bénéfice d'une protection militaire reconnue à l'international ;
- la possession du passeport français.

des éléments liés au modèle de solidarité nationale :

- accès au système éducatif gratuit et ouvert ;
- accès à un service de santé ouvert à tous;
- avoir accès à un soutien économique et à des expertises sectorielles.

des éléments liés à la culture nationale :

- un sentiment d'appartenance à une Nation historique ;
- le partage des valeurs fondamentales de la République ;
- l'opportunité d'être l'ambassadeur d'une culture métissée ;
- le partage une langue commune ;
- l'adhésion à des mœurs communes et universelles.

Cependant l'expression du sentiment d'être français dévoile en creux divers questionnements :

les enjeux juridiques:

- l'indépendance de la justice est mise en avant ;
- l'effectivité de l'état de droit vis-à-vis de l'opposition du droit commun et du droit coutumier ;
- la disparité des situations liées au droit de vote localement ;

les enjeux sociaux :

- le rêve d'un modèle social innovant ;
- la sauvegarde d'un niveau de vie supérieur aux états insulaires de la région pacifique ;
- le sentiment d'être "un sous-citoyen , pris en otage par les intérêts miniers et utilisé en bouclier humain" ;

les enjeux culturels:

- réussir à incarner une cohésion au sein d'une mosaïque d'ethnies ;
- le risque du repli identitaire ;
- la capacité à s'émanciper des dogmes ;
- vivre harmonieusement le pluriculturalisme dans le respect des coutumes locales ;
- la promotion de la pratique du débat ;
- dépasser le sentiment d'étiquette lié au fait d'être français ;
- réussir à prendre en compte les cicatrices de la période coloniale et les lumières historiques de la France ;
- le sentiment de tiraillement , notamment le constat de différences de valeurs entre les habitants de la Nouvelle-Calédonie et ceux de la France métropolitaine;
- l'incarnation de la Fraternité au sens de la devise nationale.

Enfin un **enjeu géopolitique** est partagé quant à la faible représentation de l'Union européenne dans la zone face aux présences anglo-saxonnes et asiatiques.

QUESTION 1° QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ?

Cette question a récolté 317 contributions de la part de 113 participants. Selon ces participants « être français » correspond à 10 affirmations.

Bénéficier de droits fondamentaux - 23% des messages

1. Protection des libertés fondamentales

« C'est la reconnaissance par la loi de libertés fondamentales comme celles de circuler, de s'exprimer, d'être différent, de libertés opinions ect.»

2. Bénéficier d'un système éducatif gratuit et ouvert

« C'est bénéficier d'un système éducatif accessible, gratuit et adapté à la Nouvelle Calédonie permettant d'obtenir des diplômes reconnus sur le territoire national et dans un grand nombre de pays étranger.»

3. Être citoyen d'un État de droit

« Même si c'est parfois une vue de l'esprit, c'est vivre dans un ETAT DE DROIT où tous les citoyens disposent des mêmes droits et devoirs et où la justice est indépendante (hum hum...). »

Être protégé et faire partie d'un système de solidarité nationale - 15%

1. Avoir un service de santé ouvert à tous

« Accès à un système éducatif et de santé accessible à tous »

2. Avoir une protection militaire

« C'est de bénéficier d'une protection dans le monde entier (consulat) et de garantir notre protection maritime (blue boat). C'est la présence dissuasive d'une armée reconnue dans le monde et notamment dans le pacifique. C'est bénéficier de personnel et de moyens de l'État (gendarmerie, police nationale) pour la sécurité intérieure des calédoniens. »

Avoir la nationalité française et être citoyen français - 12%

1. Posséder le passeport français

« Être français aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, comme partout ailleurs sur le territoire de notre République, c'est pouvoir posséder un passeport qui permet l'accès sans visa à de nombreux autres États et de bénéficier de la protection effective de la France dans le monde entier.»

2. Appartenir à une Nation historique

« Être Français en Nouvelle Calédonie, c'est être habité de ce sentiment inaliénable d'appartenance à la nation française qui a marqué l'Histoire, la Culture et la Civilisation. »

Adhérer aux valeurs de la République et participer à la société française - 12%

1. Partager les valeurs fondamentales de la République

« C'est partager un socle commun de valeurs fondamentales : respect des droits de la personne, droit à la différence, liberté d'expression, système judiciaire indépendant du pouvoir politique, liberté de culte, langue véhiculaire commune. »

2. Un sentiment d'appartenance à une nation

« Être français en Nouvelle Calédonie est un sentiment fort d'appartenance, une identité et une fierté. Au-delà des 3 valeurs "Liberté, Égalité, Fraternité", il y a les valeurs partagées, le respect des racines, l'envie de valeurs communes et le langage unificateur pour toutes les ethnies du Territoire. »

Faire vivre une culture métissée - 9%

1. Adhérer à une culture commune tout en conservant une identité régionale

« Être français en NC, c'est aussi être français d'Outremer, avec des spécificités à prendre en compte, notamment une réalité culturelle, linguistique, historique qui nous appartient et qu'il nous revient de valoriser. Être français signifie partager des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ainsi que d'adhérer au principe de laïcité. »

2. Valoriser la culture française à l'étranger

« Véhiculer les valeurs de la patrie tout en conservant l'identité régionale. Défendre les intérêts nationaux (d'un point de vue culturel, économique et social). Représenter les intérêts nationaux sur le territoire et dans la région »

QUESTION 1° QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ?

Bénéficier d'un cadre juridique et financier, d'expertises et d'aides professionnelles variées - 9%

1. Posséder une monnaie forte et stable

« L'adossement à l'euro et à l'UE pour disposer d'une monnaie forte et crédible réduisant les coûts d'importation, rassurant les investisseurs, autorisant de souscrire des emprunts, même en situation de crise. Par ailleurs la France et l'UE contribuent financièrement de manière importante au fonctionnement et aux investissements du territoire »

2. Bénéficier de soutien économique

« *L'appartenance à une grande puissance au rayonnement mondial, apte à soutenir la Nouvelle Calédonie dans son développement, dans des moments difficiles (COVID – soutien financier aux usines de nickel) et dans la défense de ses intérêts économiques.* »

3. Bénéficier d'une expertise

« C'est bénéficier des aides, expertises et organismes de protection de l'environnement. C'est le soutien dans la démarche de reconnaissance et d'inscription de certaines zones calédoniennes au patrimoine mondial de l'Unesco et bénéficier du programme RAMSAR dans le sud. »

Posséder une culture commune - 7%

1.Partager une langue commune

« *Partager une culture, des valeurs et une langue commune.*»

2. Adhérer à des mœurs

« *C'est faire partie d'un très large groupe humain, construit sur des fondations communes : culturelle, démocratique, juridique et économique, chargé des valeurs d'égalité, liberté et fraternité, à la fois indiscutable, indissociable et inaltérable* »

Représenter la diversité de la nation - 6%

1.Faire vivre une culture locale

« *Liberté, égalité, fraternité » dans toute sa plénitude. Se placer au-dessus de la mosaïque des ethnies, en assumant son individualité et son appartenance à une civilisation par la langue et sa culture. Droit de vote, liberté d'expression, être membre d'une collectivité au sein d'une République respectueuse des droits et des devoirs de chacun.* »

2. Représenter la France dans le pacifique

« *Être français en Calédonie c'est représenter la France dans le Pacifique c'est aussi ce qui nous unit à la Polynésie française et à Wallis et Futuna. Sans doute est-ce aussi représenter l'Union européenne, ce qui est insuffisamment affirmé.* »

Revendications indépendantistes - 1%

« *La question « que signifie être français aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ? » peut laisser entendre qu'être français en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui est différent de ce qu'elle était hier et de ce qu'elle sera demain, comme si l'indépendance était certaine, voire déjà initiée.* »

« Le Peuple Kanak comme le Peuple Français est Souverain dans son Pays : La France s'est engagée à accompagner ce territoire vers sa Souveraineté. »

« La Nouvelle Calédonie après les accords de Matignon et de Nouméa a négocié avec l'Etat d'assumer des compétences entières ou partagées qui la rend spécifique dans la République. »

« En Kanaky dite Nouvelle-Calédonie, Être Français, c'est se Voir Imposé un Statut Juridique Illégal Basé sur l'Acte Intempestif de Prise Illégale de Possession Impudique du 24 Septembre 1853, et c'est une Position d'Humain Considéré comme un Sous Citoyen de la République pris en Otage par les Intérêts Miniers et, Utilisé en Bouclier Humain. »

QUESTION 1° QUE SIGNIFIE "ÊTRE FRANÇAIS" AUJOURD'HUI EN NOUVELLE-CALÉDONIE ?

Revendications anti-indépendantistes - 1%

« La question « Que signifie être français aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ? » est ambiguë et peut laisser entendre que tous les Calédoniens ne sont pas français. Cela contribue au regrettable repli communautariste déjà constaté et est contraire au projet de destin commun. »

« C'est pour certain "venir de France" et donc être des étrangers en Nouvelle Calédonie tout en payant ses impôts et en ayant ses intérêts matériels et moraux en Nouvelle Calédonie, c'est l'exclusion anormale du droit de vote de certains citoyens aux élections provinciales et référendaires. C'est donc être des français calédoniens de seconde zone. »

« C'est refuser l'indépendance de la Nouvelle Calédonie. Par 2 référendums la population a dit non à l'indépendance. »

« C 'est comme être français en France, mais à 19 000 km et (parfois ?) privé de ses droits localement (par exemple : droit de vote sur les élections locales – provinciales) ; certains d'entre nous sont donc parfois démunis d'expression d'opinions. »

Ne souhaite pas répondre - 1%

Autres - 4%

A travers les différentes contributions les participants partagent régulièrement **les notions** suivantes : état de droits, droit de vote, droits de l'Homme, démocratie, l'égalité devant la Justice, la souveraineté nationale, le régime représentatif, la séparation des pouvoirs, la reconnaissance internationale, l'exception culturelle française, la solidarité nationale, la sécurité militaire en zone maritime, la société solidaire, la système de santé accessible à tous, la Sécurité Sociale, la valeurs de la République, l'Identité Nationale, la fierté d'appartenance à la Nation.

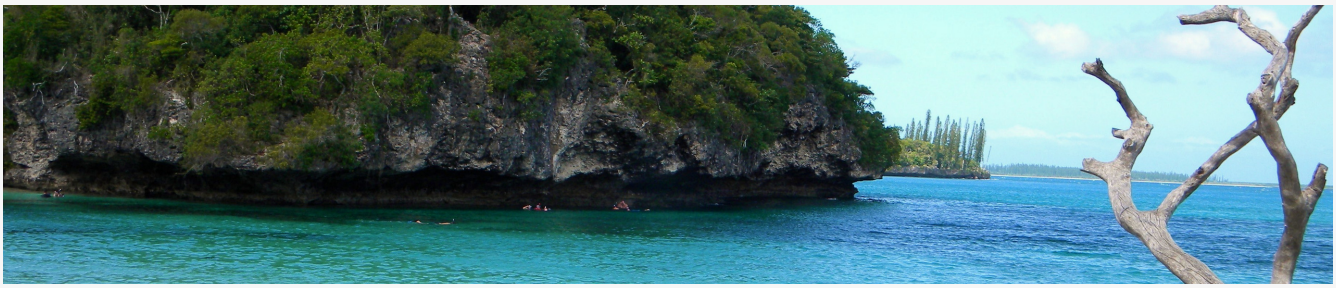
Ainsi que **les concepts exploratoires** ci-après :

- une éducation aux respect des valeurs de la coutume Kanak océanienne, des valeurs chrétiennes et des valeurs républicaines ;
- la protection de toutes les communautés ;
- la solidarité sociale ;
- l'héritage historique hybride : le croisement d'une Histoire millénaire européenne, mélanésienne et océanienne ;
- la valorisation d'une communauté de "destin";
- la définition du citoyen calédonien.

Être français, selon les répondants, c'est :

1. Bénéficier de droits fondamentaux
2. Être protégé et faire partie d'un système de solidarité nationale
3. Avoir la nationalité française et être citoyen français
4. Adhérer aux valeurs de la République et participer à la société française
5. Faire vivre une culture métissée
6. Bénéficier d'un cadre juridique et financier, d'expertises et d'aides professionnelles variées
7. Posséder une culture commune
8. Représenter la diversité de la nation

QUESTION 2° QUE SIGNIFIENT L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ ?



Cette question a inspiré les participants, à travers les nombreux verbatims collectés, deux tendances principales transcendent ces notions voisines :

1° la création d'un pays Nouvelle-Calédonie représente des opportunités collectives spécifiques :

- la construction d'une nouvelle société transposée par un vecteur d'autonomie, d'auto-gouvernance et de responsabilisation ;
- l'organisation d'un accès égalitaire à la justice sociale sur l'ensemble du territoire ;
- la revendication d'une identité propre à la Nouvelle-Calédonie

2° l'émancipation vis-à-vis de la France est un vecteur de défis systémiques :

- un potentiel recul socio-économique suite à une incapacité à assumer les compétences régaliennes,
- un affaiblissement de l'économie contrebalancé par la nécessité de créer un modèle économique, social et fiscal plus résilient pour le territoire ;
- un danger vis-à-vis de la démocratie qualifiée par une instabilité politique et sociale;
- un sentiment latent d'incertitude lié aux risques d'insécurité et d'inégalité ;

La souveraineté se distingue comme étant la capacité de décider localement en toute autonomie (une compétence exclusive), un acte d'indépendance (un fait politique) et la reconnaissance par les autres nations (une qualification géopolitique).
Elle reste toutefois un idéal complexe à atteindre du fait de la globalisation et des alliances internationales existantes.

Les contributions laissent comprendre que **l'indépendance est controversée** suite à des risques politiques et sociétaux :

- le manque de préparation vis-à-vis des compétences régaliennes exercées par l'Etat français ;
- la fragilité de l'indépendance vis-à-vis d'un autre pays ;
- l'existence de luttes intestines et d'abus de pouvoir, de corruption et d'insécurité ;
- les risques d'évolution vers un pays mono-ethnique ;
- l'appauvrissement humain et financier.

Quant à la **souveraineté**, elle est appréhendée comme une **notion à la maturité fragilisée** par :

- le besoin de se saisir de la construction du pays en tant que projet ;
- une opposition entre la souveraineté du peuple (synonyme de démocratie) et la souveraineté clanique (synonyme de luttes de pouvoir);
- la complexité liée à une souveraineté clanique fragmentée ;
- le risque de dérives antidémocratiques ;
- le repli et l'isolement ;
- le phénomène d'une relation de dépendance avec la République Populaire de Chine en écho aux territoires insulaires de la zone pacifique.

Cependant, elle est reconnue en tant que démarche pour une transformation de la société calédonienne par :

- la définition des valeurs fondatrices pour un nouveau lien social ;
- la création de l'opportunité institutionnelle de faire les choses différemment.

QUESTION 2° QUE SIGNIFIENT L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ ?

Cette question qui récolte un total de 414 contributions de la part de 113 répondants a été découpée en 2 axes. Le premier traite de la perception de l'indépendance pour les participants et le second traite de la notion de souveraineté. La souveraineté et l'indépendance ne sont pas systématiquement différenciées par les répondants du fait que pour certains les sujets sont liés et pour d'autres la question semble conceptuelle.

Selon vous, que signifie l'indépendance ?

L'autonomie et la souveraineté d'un pays - 25% des messages

1. Que la Nouvelle-Calédonie soit capable de s'assumer seule

"Se prendre en charge à tous les niveaux, assumer les conséquences et développer une nouvelle manière de fonctionner comme société."

2. Créer un nouvel État

« Avoir la nationalité calédonienne, une monnaie, un système monétaire, toutes les compétences régaliennes bref d'être un état à part entière »

3. S'autogouverner

« L'indépendance c'est s'autogérer localement »

Un recul socio-économique - 23%

1.Un danger pour la démocratie

« La fin de l'état de droit »

2.Incapacité à assumer les compétences régaliennes

« Aujourd'hui, à l'exception des compétences régaliennes (justice, affaires étrangères, défense, monnaie, maintien de l'ordre), toutes les compétences sont soit exercées par la Nouvelle-Calédonie sans interférence extérieure, soit partagées avec la France. La précipitation à "rompre le lien" avec la France aggraverait les difficultés, en créerait. »

3. L'affaiblissement de l'économie

« La perte de l'accompagnement économique national pour le développement de nos entreprises à l'export (Prêt export BPI, défiscalisation pour développer les capacités de production, crédit d'impôt, programme de relance économique à l'export (frais de prospection, VIE..) »

Un détachement de la France - 15%

1. La rupture des liens avec la France

« La volonté d'indépendance vis-à-vis de la France signifie la volonté de ne pas suivre "le chemin tracé par l'autorité Française" »

2. La revendication d'une identité propre à la Nouvelle-Calédonie

« C'est avoir une identité propre qui nous unis tous. C'est avoir une identité à travers laquelle on se reconnait et on s'identifie tous, fiers et unis. »

L'incertitude - 12%

1. Une instabilité politique

« S'il y a indépendance, le danger est que, tant que la nouvelle constitution (projet pays) n'est pas écrite, l'instabilité politique et sociale règnera. »

2. Une instabilité économique

« L'aide continue que la France apporte au plan financier, sa contribution décisive pour nos écoles, pour que la langue française et les langues kanak demeurent des langues d'enseignement, les contenus pédagogiques reposant sur des décennies d'efforts de l'Ecole de la République dont nous bénéficions, ne doivent pas s'arrêter. »

3. Une instabilité sociale

« L'abandon du pays à une hégémonie kanak avec des mœurs tribales archaïques. »

QUESTION 2° QUE SIGNIFIENT L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ ?

Selon vous, que signifie l'indépendance ? (suite)

Un moyen d'accès à une meilleure justice sociale - 6%
1. L'égalité sur le territoire calédonien
« C'est également dans son pays, pouvoir organiser des rapports harmonieux entre les individus et se munir de garanties juridiques affirmant l'égalité de traitement des différentes composantes sociales. »
2. La possibilité de construire une nouvelle société
« Repartir d'une "page vierge", prendre le risque de ne pas parvenir à un équilibre sociétal pérenne avant plusieurs générations. »

La reconnaissance internationale de la Nouvelle-Calédonie - 4%
« Un État indépendant est caractérisé par une population permanente, un territoire défini et un gouvernement. En droit international cette notion est complétée par la reconnaissance des autres États vis-à-vis de cet État. Cette reconnaissance permet également de pouvoir siéger dans des instances internationales telle que l'ONU. »

L'autonomie économique et financière - 4%
« Le modèle à choisir sera le modèle le plus résilient et le plus fort pour accompagner le développement des industries et donc du modèle économique, social et fiscal du territoire : accès aux bourses financières, et financement, accès aux frets maritimes et aériens, intégration régionale, etc. »

Une illusion - 2%
« C'est un concept théorique simpliste qui nie le monde réel. C'est plus un objectif à atteindre qu'un état. L'indépendance n'existe pas à titre individuel comme à titre collectif. Dans la nature il n'existe que des interdépendances. »

Ne souhaite pas répondre - 3%

Autres - 7%

Selon vous, que signifie la souveraineté ?

La capacité de décider localement en toute autonomie - 29% des messages
1. Un pouvoir décisionnel
« La souveraineté signifie pour un pays le droit de gérer ses propres ressources et en parfait accord avec sa population. »
2. Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple
« La souveraineté signifie pour un pays le droit de gérer ses propres ressources et en parfait accord avec sa population. »

La souveraineté liée à l'indépendance - 24%
1. La possession des compétences régaliennes
« La souveraineté est la capacité d'un État à se gouverner par lui-même, d'être capable de contrôler ses pouvoirs régaliens qui sont notamment la monnaie, la défense et la justice. »
2. La création d'un État
« Un Etat souverain a une population permanente (NATION), un territoire déterminé (PAYS), une organisation juridique propre (ETAT), et n'est soumis à aucun autre Etat. »

QUESTION 2° QUE SIGNIFIENT L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ ?

Selon vous, que signifie la souveraineté ? (suite)

Une opportunité de créer une société nouvelle - 12%

1. La mise en place d'un avenir institutionnel

« Il s'agit d'une étape intermédiaire, d'un avenir/futur partagé avec une notion de projet et d'encadrement/accompagnement pour structurer le pays. La souveraineté du peuple est la démocratie alors que la souveraineté clanique est la lutte du pouvoir. »

2. L'opportunité de réconcilier les populations

« Les valeurs fondatrices d'un nouveau lien social devront être rédigées »

Une autonomie sur les compétences déjà transférées - 7%

« La Nouvelle Calédonie bénéficie aujourd'hui d'une souveraineté en matière de pouvoir économique, social et administratif. Le statut de la Nouvelle Calédonie lui garantit en effet cette large autonomie. La Nouvelle Calédonie n'est pas en mesure d'assumer l'exercice des compétences régaliennes. »

La reconnaissance par les autres nations - 7%

« Autonomie complète. Pouvoir suprême reconnu à l'État, qui implique l'exclusivité de sa compétence sur le territoire national (souveraineté interne) et son indépendance absolue dans l'ordre international où il n'est limité que par ses propres engagements (souveraineté externe). »

Un risque d'insécurité et d'inégalité - 6%

« La souveraineté c'est avoir le pouvoir sur une portion de territoire et imposer son fonctionnement à l'ensemble de la population. Exemple la RP1 qui est sous la souveraineté de St Louis et des délinquants depuis 37 ans. »

Quelque chose de difficile à atteindre - 5%

« Tous les pays du monde ont une souverainement limitée ne serait-ce que par l'ordre juridique international ou par les engagements pris par certains états, ainsi la plupart des pays européens ont abandonné leur souveraineté monétaire. »

Ne souhaite pas répondre - 3%

Autres - 7%

L'indépendance signifie pour les répondants :

1. L'autonomie et la souveraineté d'un pays
2. Un recul socio-économique
3. Un détachement de la France
4. L'incertitude
5. Un moyen d'accès à une meilleure justice sociale
6. La reconnaissance internationale de la Nouvelle-Calédonie
7. L'autonomie économique et financière
8. Une illusion

La souveraineté signifie selon les répondants :

1. La capacité de décider localement en toute autonomie
2. La souveraineté liée à l'indépendance
3. Une opportunité de créer une société nouvelle
4. Une autonomie sur les compétences déjà transférées
5. La reconnaissance par les autres nations
6. Un risque d'insécurité et d'inégalité
7. Quelque chose de difficile à atteindre

QUESTION 3° QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ?

La participation à cette question est celle qui a suscité le moins de contributions, toutefois trois modèles de relations sont déclinés à travers les propositions.

La majorité des opinions soutient un **modèle conventionnel** , identique à la situation actuelle basée sur :

- le rôle d'ambassadeur de la France dans la zone pacifique (dimension des relations internationales)
- les valeurs communes (dimension démocratique)
- la reconnaissance de la spécificité du territoire calédonien

Ce scénario est **une caisse de résonance au regard des difficultés** perçues :

- l'absence de moyens humains, financiers et matériels pour exercer des fonctions régaliennes de manière indépendante en Nouvelle-Calédonie ;
- le manque de ressources internes de Nouvelle-Calédonie "*exacerbant la dépendance à la main-d'oeuvre hexagonale*" (notamment sur le plan pédagogique) ;
- le souhait d'éviter toute dérive communautaire ;
- l'appréhension de perdre son niveau de vie.

"*être Européen, Français et Océanien est la force de ce territoire et de ses entreprises, de ses populations.* "

Ensuite, les contributions dessinent un **modèle partenarial spécifique** , entendu comme une évolution progressive vers l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie, selon les thématiques suivantes :

- la francophonie (culturel, éducatif) ;
- l'expertise économique, juridique et technique ;
- la sécurité ;
- le sport ;
- la santé.

Ce scénario est lié à la priorité de garantir "*une stabilité monétaire et financière, notamment par le maintien du niveau économique permettant à la population d'accéder à un niveau de vie correct et à un système éducatif éprouvé et de qualité*".

Enfin, des signaux faibles proposent des **modèles polarisés**, étant compris aux extrêmes du schéma relationnel entre la France et la Nouvelle-Calédonie :

- le modèle d'**accompagnement vers l'indépendance** ;
- le modèle de **renforcement de l'interdépendance** ("*notion novatrice de fédéralisme*").

QUESTION 3° QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ?

Cette question a récolté 292 contributions de la part de 113 participants.

Réponses en lien avec le statut de la Nouvelle-Calédonie :

La conservation du lien actuel, une Nouvelle-Calédonie française capable d'entretenir son identité propre - 40% des messages

1. La représentation de la France à l'étranger

« Être la "tête" de pont de la France dans le Pacifique, dans la région géographique et culturelle, avec un partage élégant des missions de représentations diplomatiques régionales dans tous les domaines (politique régionale, économie, culturel...) »

2. La gestion des compétences régaliennes par la France

*« La Nouvelle-Calédonie doit entretenir des liens d'ordres socio-économiques avec La France concernant :*les Finances publiques *la Justice : dotée d'une impartialité totale, la Nouvelle-Calédonie n'est pas prête à gérer le pays sans la France. »*

La conservation de liens étroit quel que soit l'avenir institutionnel - 16%

1. La défense des valeurs communes entre les différentes communautés

« Quant à la défense des valeurs communes tant au plan interne à la Calédonie (droits fondamentaux de la personne) qu'au plan des relations internationales (axe indopacifique), dans un contexte de responsabilisation des Calédoniens quant à l'emploi… »

2. Des liens tenant compte de la spécificité du territoire calédonien

« Pour cet équilibre entre autonomie et bienfaits républicains, une voie médiane, seule une réforme de la constitution Française assurant la reconnaissance des populations autochtones et citoyennes du pays, toutes deux dotées de leurs légitimités »

« Un lien utile et « gagnant – gagnant » : - Conserver en NC des moyens et outils mis à disposition par la France en les adaptant au contexte calédonien (ex : éducation, santé, justice, politique étrangère, monnaie, armée, sécurité intérieure…) »

3. La mise en place de partenariats

« Si la NC indépendante veut un avenir proche « serein », elle devra signer un accord de coopération concernant la défense militaire, la surveillance de la zone économique exclusive, la justice, la formation de cadres locaux et peut-être la monnaie. Cet ou ces accord(s) pourra(ont) être signés avec la France et/ou avec des pays de la zone Asie-Pacifique. »

La conservation de lien avec la France tout en renforçant l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie - 7%

« Des liens de confiance et de respect réciproque. La Nouvelle-Calédonie est une communauté de destin en construction qui ne pourra pas se construire sur la haine et le mépris d'autrui. L'indépendance ne se construit pas avec un rapport de force. »

L'accès à l'indépendance- 3%

« Tout d'abord, la France doit accompagner l'émancipation de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie par un transfert progressif et irréversible de compétences, à l'exception des compétences régaliennes, en instaurant ainsi une souveraineté partagée. »

Un renforcement des liens- 3%

« Il est primordial pour les deux parties que les relations politiques et économiques qui la lient à la France soient préservées et renforcées, faute de quoi le pays risquerait de tomber dans l'escarcelle d'une autre puissance. »

QUESTION 3° QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ?

Réponses associées aux sujets sur lesquels entretenir un lien avec la France :

Liens éducatifs et culturels associés à la francophonie - 9%

1. Le maintien de liens culturels

« Des liens forts et durables du fait de son histoire, de sa culture, de ses interdépendances.Un Peuple Souverain a besoin de ces liens avec la Nation où une grande partie de ses racines a trouvé sa sève. »

2. L'adaptation des liens éducatifs aux besoins du territoire

« Oui en effet, c'est appréciable que les jeunes néo calédoniens puissent avoir accès aux formations et universités françaises mais il serait plus judicieux qu'ils puissent aussi se construire en plus grand nombre et plus aisément dans une réalité »

Liens économiques, techniques et juridiques - 8%

1. Des liens stratégiques et favorables à la Nouvelle-Calédonie d'un point de vue économique

« Les liens économiques : importations et exportations de biens, services, etc...Plus largement bénéficier des avantages de la position économique de la France notamment au travers l'UE.»

2. Un cadre juridique

« Environnement juridique de l'entreprise :Socle commun en matière de culture entrepreneuriale (liberté d'entreprendre) et de droit commercial/droit des affaires (propriété, statuts, contrats, concurrence, consommation, fiscalité)»

Liens sécuritaires - 3%

« Nous sommes francophones et imprégnés de culture française, nous devons donc entretenir de bonnes relations avec la France et peut-être avons-nous besoin de la puissance française pour protéger nos eaux territoriales. »

Liens sur les sujets environnementaux et climatiques - 1%

"Un lien de partage concernant les technologies futures environnementales et d'accompagnement concernant la formations de cadres."

Liens sportifs - 1%

"Le maintien des flux financiers est également important pour préserver le niveau de nos sportifs mais également l'engagement de nos bénévoles."

Liens de santé- 0%

Ne souhaite pas répondre - 1%

Autres - 8%

« Le lien avec la France est paradoxal. Le fait de dépendre d'un état francophone à des milliers de kilomètres a empêché la Nouvelle Calédonie de lier des liens plus étroits avec les autres pays du Pacifique majoritairement anglophones. »

QUESTION 3° QUEL(S) LIEN(S) LA NOUVELLE-CALÉDONIE DOIT-ELLE ENTRETENIR AVEC LA FRANCE ?

Les liens à entretenir entre la Nouvelle-Calédonie et la France sont, selon les participants :

1. La conservation du lien actuel, une Nouvelle-Calédonie française capable d'entretenir son identité propre - 40% des messages
2. La conservation de liens étroit quel que soit l'avenir institutionnel
3. La conservation de lien avec la France tout en renforçant l'autonomie de la Nouvelle-Calédonie
4. L'accès à l'indépendance
5. Un renforcement des liens

Les sujets de coopération abordés :

1. Liens éducatifs et culturels associés à la francophonie
2. Liens économiques, techniques et juridiques
3. Liens sécuritaires
4. Liens sur les sujets environnementaux et climatiques
5. Liens sportifs
6. Liens de santé

QUESTION 4° SELON VOUS, À QUEL(S) GRAND(S) DÉFIS LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST-ELLE CONFRONTÉE ? ET COMMENT DOIT-ELLE Y RÉPONDRE ?

Cette question est l'une des plus foisonnantes (2e en nombre de messages), les contributions esquissent un projet pluriel dont l'intention est de permettre l'émergence d'une paix sociale, d'une autonomie économique et d'une ambition environnementale.

Les 10 principaux défis identifiés par les répondants de la société civile :

1. **Le projet du "vivre ensemble" ;**
2. **Le développement d'un modèle social calédonien basé sur la répartition des richesses et la diminution des inégalités ;**
3. **Le renouvellement du cadre institutionnel ;**
4. **La transition énergétique et la gestion raisonnée des ressources**
5. **La diversification de l'économie locale**
6. **L'articulation de l'ouverture internationale et de l'intégration régionale**
7. **La valorisation de l'éducation et de la jeunesse**
8. **L'autonomie alimentaire**
9. **Le besoin sécuritaire**
10. **La reconnaissance du peuple kanak**

Cette question a récolté 460 contributions de la part de 113 participants. Selon ces participants, les défis et les solutions qui leur sont attachées s'articulent autour de 12 axes de réflexion.

QUESTION 4° SELON VOUS, À QUEL(S) GRAND(S) DÉFIS LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST-ELLE CONFRONTÉE ? ET COMMENT DOIT-ELLE Y RÉPONDRE ?

Cette question a récolté 460 contributions de la part de 113 participants. Selon ces participants les défis et les solutions qui leurs sont attachées s'articulent autour de 12 axes de réflexion.

Défi du vivre ensemble - 19% des messages

1 .Valoriser la diversité culturelle

« Valoriser les diversités culturelles, permettre la porosité entre les différents groupes ethniques, admettre la nécessité d'aller à la rencontre de l'autre, de s'enrichir de la culture de l'autre. »

2. Construire un destin commun

« Le plus grand défi calédonien est le "vivre ensemble" ou pour certains le "destin commun". Or depuis 20 ans, les politiques prises n'ont pas rendu le pays autonome financièrement et la sécurité alimentaire n'est pas atteinte. Il convient de tirer le bilan de l'Accord de Nouméa qui est un échec, seulement 60% de réalisé. »

3. Installer une paix durable entre les différentes communautés

« La Nouvelle-Calédonie est confrontée à un défi majeur qui est celui d'un retour à la paix entre les différentes communautés. Cela passe par un dialogue nécessaire et d'une acceptation par tous des caractères multiculturels de ce pays d'outre-mer français. Les autres défis sont bien entendu économiques, sociaux, environnementaux et géopolitiques."

Défi social : développement d'un modèle social calédonien, répartition des richesses et diminution des inégalités - 18%

1. Rendre la société inclusive

« Offrir une société réellement inclusive et répondant à la population calédonienne dans toute sa diversité. »

2. Organiser une réflexion sur la place de la femme dans la société kanak

« Selon une enquête de l'INSERN en 2004, en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, une femme sur quatre vit la violence conjugale et une femme sur huit a subi au moins une agressions sexuelles avant 15 ans. Nous proposons de donner plus d'ampleur aux campagnes de sensibilisation contre les violences sexistes et d'améliorer les dispositifs d'aides. »

3. Garantir l'accès au soin et à la santé

« Garantir une couverture et une protection sociale pour tous ; maintien d'un système de santé solidaire avec un renforcement de la qualité des soins. »

4. Réduire les inégalités socio-économiques

« Étudier la possibilité d'instauration d'un revenu universel avec contrepartie (contributions d'intérêt général) »

L'avenir institutionnel - 15%

1. Mettre en place un cadre institutionnel stable

« De trouver un consensus politique pérenne entre loyalistes et indépendantistes et de signer un accord définitif mettant fin au processus de décolonisation en élaborant pour la Nouvelle-Calédonie un statut d'autonomie élargie au sein de la république française. »

2. Instaurer un renouveau politique

« Être capable de vraiment vivre ensemble pour construire une jeune nation, comme nous le faisons sur la côte est. Laissez tous nos jeunes diplômés prendre les rênes de notre pays et mettre au placard tous nos politiciens septuagénaires. Mettre en place une taxe sur l'extraction du minerai quel qu'il soit pour renflouer les caisses du caillou »

Défi environnemental - 11%

1. La gestion des ressources

« Préserver les ressources naturelles et garantir la protection de l'environnement »

2. La transition énergétique

« La transition énergétique pour être moins dépendant de sources fossiles extérieures en s'orientant vers une production locale d'énergie durable. »

3. La lutte contre le réchauffement climatique

« Protéger l'environnement et participer à la lutte contre le réchauffement climatique. »

Défi économique : diversification de l'économie et gestion des ressources - 11%

1. Mettre en avant et aider les entreprises locales

« La meilleure prise en compte des petites entreprises de proximité, sur le principe du « Penser petit d'abord » : Emblématiques du tissu économique de la Nouvelle-Calédonie, présentes jusqu'au cœur des tribus des trois provinces, source de revenus localisés, les « très petites entreprises » sont essentielles à notre économie de proximité »

QUESTION 4° SELON VOUS, À QUEL(S) GRAND(S) DÉFIS LA NOUVELLE-CALÉDONIE EST-ELLE CONFRONTÉE ? ET COMMENT DOIT-ELLE Y RÉPONDRE ?

2. Diversifier l'économie
« La diversification économique : trouver des relais de croissance pour l'après nickel, tout en valorisant les savoir-faire locaux (insulaires, écoconception, tourisme de niche, économie bleue...). Des pistes sont à rechercher aussi bien sur le Territoire, qu'avec l'environnement de la zone Pacifique »
3. Transformer le modèle économique
« A une transformation du modèle économique plus soutenable et plus endogène et un modèle social plus inclusif et solidaire. En effet, de par sa situation géographique la Nouvelle-Calédonie a une économie insulaire avec une balance commerciale fortement déficitaire et fortement dépendante du nickel et des transferts financiers de l'État français. »

Défi éducatif et accompagnement de la jeunesse - 7%

1. Valoriser l'éducation
« Education : donner une place importante à l'éducation des enfants et à la prise en main du pays par les locaux »
2. Mise en place d'une politique d'égalité des chances
« La mise en place de politiques éducatives, sociales, économiques régulièrement évaluées qui donnent une vraie égalité des possibilités et des chances de réussite aux territoires et populations en tenant compte des aspirations respectives et des déséquilibres de base. »

Défi international : l'ouverture internationale et l'intégration régionale - 7%

1. Résister à l'hégémonie chinoise
« La Calédonie est un espace terrestre et maritime ultra convoité de part la présence chinoise dans le pacifique, elle doit donc être à même de se défendre des multiples invasions de ce pays, il convient donc à la France de continuer à en assurer cette protection »
2. Rendre la Nouvelle-Calédonie attractive
« Défi démographique et migratoire : rendre la Nouvelle Calédonie attractive afin de permettre un solde migratoire positif »

Défi d'autonomisation financière et alimentaire - 3%

« L'autonomie alimentaire: dans ce contexte de crise mondiale, il devient urgent d'être capable de se nourrir par notre propre moyen. Développer l'agriculture, diversifier les cultures, consommer plus de produits locaux, revenir à la consommation de plantes "sauvages", trouver des solutions pour produire notre nourriture. »

Défi sécuritaire - 3%

« Le respect des biens et des personnes par tous, donc de la sécurité et limiter la délinquance, incivilités et toute forme de dépendance ex l'alcool . Dans ce cadre professionnaliser le sport (qui sera par ailleurs par ricochet bénéfique au tourisme) et ou rétablir le service militaire »

Défi de la reconnaissance du peuple kanak- 1%

« Il ne s'agit pas (que) de subvenir par un moyen financier assimilé à de l'assistanat par "les autres", mais bien d'une réflexion sur le thème "kanak et fier de l'être, même en tribu".... »

Défi sportif et représentation de la Nouvelle-Calédonie - 1%

« En ce qui concerne le sport, le plus grand défi reste le développement du sport hors Nouméa. On ne peut y arriver qu'avec une politique volontariste incluant la mise à disposition du mouvement sportif de véritables techniciens de terrain capables de développer des projets concrets. »

Défi sanitaire - 0%

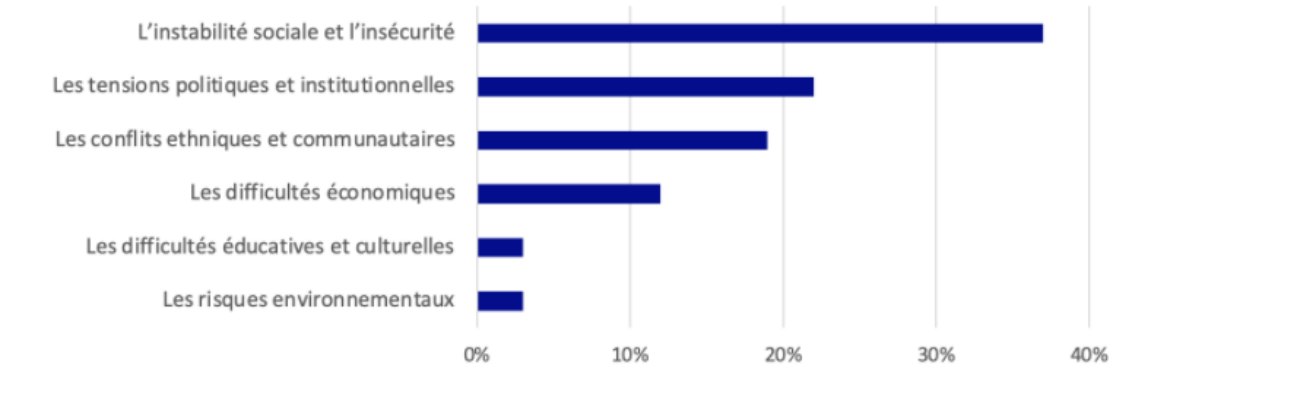
« La NC est confrontée à un défi sanitaire qui nous touche actuellement, tout est bien fait pour nous sortir de cette situation. »

Autres - 4%

QUESTION 5° PISTE DE RÉFLEXION : "QUELS SONT VOS ESPOIRS ET PRÉOCCUPATIONS VIS-À-VIS DE L'AVENIR CALÉDONIEN ?"

Cette question qui récolte un total de 560 contributions de la part de 113 répondants a été découpée en 2 axes. Le premier traite des espoirs des participants et la seconde traite de leurs préoccupations. Ces participants nourrissent 8 grands espoirs et 6 principales préoccupations.

Les espoirs exprimés à propos de l'avenir Calédonien :



Les préoccupations exprimées à propos de l'avenir Calédonien :

QUESTION 5° PISTE DE RÉFLEXION : "QUELS SONT VOS ESPOIRS ET PRÉOCCUPATIONS VIS-À-VIS DE L'AVENIR CALÉDONIEN ?"

Quels sont vos espoirs ?

Une société paisible et harmonieuse - 26% des messages

1. Discussion collective

« A court terme: voir les différentes composantes de la société se rencontrer pour trouver des solutions pacifiques au malaise persistant et définir un projet commun d'avenir pour le pays, incluant des mesures concrètes pour faire face au défi du réchauffement climatique, mesures devant inclure le vélo »

2. Rassemblement des communautés autour d'une vision commune

« Favoriser la prospérité, la sécurité et la sérénité qui amèneront la paix. Arrêter les barrières idéologiques et valoriser/accompagner la jeunesse dans la compréhension de son histoire et dans le développement de son avenir commun, riche et partagé. L'émergence d'un leader reconnu et visionnaire dans l'intérêt du peuple »

Le développement économique, social et environnemental - 26%

1. Une Nouvelle-Calédonie durable

« Un modèle économique respectueux de l'environnement et des instances Coutumières »

2. Valorisation des ressources

« La Nouvelle-Calédonie est reconnue comme une terre d'exception au niveau de la richesse et de la vitalité de ses écosystèmes marins comme terrestres. Elle doit le rester. Il est à ce titre primordial de favoriser l'éco-tourisme au tourisme de masse. »

La mise en place d'un accord politique permettant de définir un avenir institutionnel - 21%

1. L'abandon des clivages

« La question sociale doit prendre toute sa place dans la vie publique calédonienne. L'accaparement du débat sur l'avenir calédonien par la classe politique se résume à de strictes oppositions indépendantistes - anti indépendantistes ne générant et nourrissant, au final, qu'un clivage ethnique entre les communautés. A l'opposé du destin commun »

2. Une stabilité institutionnelle

« Améliorer le fonctionnement actuel des institutions. »

3. La revalorisation de la place des citoyens

« L'ouverture du corps électoral à tous les résidents du territoire qui participent à l'activité économique et y payent des impôts. »

La culture et l'éducation pour contribuer au développement de la Nouvelle-Calédonie - 9%

1. L'émancipation par système éducatif de qualité

« Un système éducatif de qualité peut servir cet espoir, comme il le fait actuellement (apprentissages, enseignements, ouverture sur le monde, formation professionnelle, éducation aux valeurs...) pour créer des perspectives personnelles d'émancipation, d'emploi et de réussites. »

2. La formation de la jeunesse

« Une jeunesse formée et apte à répondre aux futurs enjeux socio-culturels, politiques et écologiques. »

L'égalité et la justice - 8%

« Une société plus égalitaire, moins raciste, avec notamment des politiciens œuvrant réellement pour le bien de la communauté, avec des solutions de fond apportées aux problèmes transmis de génération en génération par l'histoire coloniale. »

L'indépendance et la valorisation de la culture kanak - 3%

« Que l'on fasse un vrai travail de résilience des traumatismes, en organisant des groupes de paroles, des journées de cohésions diverses, même inattendues, pour mettre chacun devant l'alter ego dans une situation nouvelle de considération de l'autre. »

La conservation de la nationalité française - 2%

« Garder la nationalité française »

Le développement et rayonnement des pratiques sportives calédoniennes - 2%

« Que le sport continue à rassembler les hommes et femmes de N-Calédonie, en exerçant son rôle sociétal et de cohésion à travers l'éducation des jeunes, la lutte contre les addictions et les comportements déviants, le bien-être et la santé pour le plus grand nombre, le lien social, l'intégration, la citoyenneté, le bénévolat et le développement durable »

Ne souhaite pas répondre - 0%

Autres - 3%

QUESTION 5° PISTE DE RÉFLEXION : "QUELS SONT VOS ESPOIRS ET PRÉOCCUPATIONS VIS-À-VIS DE L'AVENIR CALÉDONIEN ?"

Quels sont vos préoccupations ?

L'instabilité sociale et l'insécurité - 37% des messages

1. Le maintien de l'ordre public

« L'existence de zones de non droit »

2. Les inégalités sociales

« L'accroissement de la précarité et des inégalités sociales chez les personnes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap. »

3. La peur de l'avenir

« Que la peur de l'avenir pousse les acteurs économiques (des simples patentés aux grosses sociétés) à ne plus investir et s'investir en Nouvelle-Calédonie, entraînant un effondrement de l'économie et des compétences locales. »

Les tensions politiques et institutionnelles - 22%

1. La confusion institutionnelle

« Trouver un modèle institutionnel : un modèle politique qui cherche à fédérer plutôt qu'à opposer, qui vise l'union et qui ne prévoit pas un nouveau référendum clivant »

2. Un système politique arbitraire et inégalitaire

« Surenchère politique, manipulations »

Les conflits ethniques et communautaires - 19%

1. L'incompréhension entre les parties prenantes

« Incompréhension réciproque et fracture sociale »

2. La haine inter-ethnique

« Je constate que année après année le fossé se creuse entre la communauté Kanak et la communauté non Kanak presque exclusivement sur un plan culturel menant inéluctablement à une partition de fait entre deux modes de vie qui s'excluent l'un et l'autre »

Les difficultés économiques - 12%

1. La précarité de certains secteurs

« Situations économiques difficiles et précarité des citoyens calédoniens, notamment des artistes »

2. Le taux de chômage

« La situation du territoire ne peut perdurer avec près de 21% des ménages se situant sous le seuil de pauvreté relative et avec un taux de chômage à 11,8%. La nécessité de rééquilibrage sera un élément essentiel du destin commun. »

3. L'inégalité dans le partage de la richesse

« La future Nouvelle-Calédonie ne pourra se faire à deux vitesses avec une partie de ses citoyens vivant sur des références économiques différentes du reste de la population. L'économie devra donc être appréhendée au niveau global, en développant, par exemple, des possibilités d'économie sociale et solidaire. »

Les risques environnementaux - 3%

« Effondrement inévitable du capital naturel et de la biodiversité. »

Les difficultés éducatives et culturelles - 3%

« Que chaque communauté maîtrise sa propre culture et soit en mesure de la partager pour enrichir l'autre de son savoir.»

Ne souhaite pas répondre - 0%

Autres - 4%

QUESTION 6° SOUHAITEZ-VOUS FORMULER UNE PROPOSITION EN LIEN AVEC L'UN DES TROIS THÈMES ÉVOQUÉS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LISTÉS CI-DESSOUS :

- DÉFI CLIMATIQUE
- DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
- AXE INDOPACIFIQUE

Cette question a récolté 312 contributions de la part de 80 participants. Les réponses des participants permettent d'identifier 8 grands thèmes.

Le défi climatique : développer des modèles économiques respectueux de l'environnement, sensibiliser à la protection de l'environnement et renforcer la recherche - 33% des messages

1. Développer une exploitation des ressources et une production d'énergie raisonnée

« Le défi climatique passe par un ralentissement de l'exploitation du nickel, par une meilleure protection de l'environnement, par la mise en place d'une police maritime qui empêche le pillage des ressources par les autres pays »

2. Adopter une politique de protection de l'environnement ambitieuse passant notamment par l'évolution vers un modèle économique plus durable

« A force de parler de développement économique et d'agir dans ce sens on a fini par détruire notre planète et la Nouvelle Calédonie n'est pas exempte des dégâts du soit disant « développement ». »

3. Investir dans la recherche et l'éducation

« Faire de la NC un laboratoire dans les recherches de développement durable, amener le pays à être autonome en ressources vertes, construire une agriculture et un élevage 100% respectueux de la nature pour minimiser notre empreinte carbone »

Le développement économique : mettre en avant le savoir-faire local et les petites entreprises, diversifier l'exploitation des ressources, s'ouvrir à l'international - 24%

1. S'ouvrir vers l'international

« Le développement économique du territoire passe par une ouverture vers le monde extérieur et l'accroissement des échanges, notamment à l'exportation, avec les pays limitrophes. »

2. Accompagnement des entreprises locales

« La France doit accompagner et soutenir ses entreprises (et donc les entreprises calédoniennes) dans les domaines d'excellence où elles sont reconnues comme le numérique, la formation, les savoir-faire et compétences intellectuelles, d'innovation...»

3. Abolition du système d'économie de comptoir
« Casser le système d'économie de comptoir mis en place depuis des années en Nouvelle Calédonie. Ce système a pour conséquence au niveau de la gouvernance de ne rien maîtriser au niveau de la vie chère et de favoriser les monopoles dans la distribution »

L'axe indopacifique : ouverture internationale pour mettre en avant la culture calédonienne et pour nouer des partenariats commerciaux, renforcement des mesures militaires et diplomatiques françaises - 21%
1. Faire de la Nouvelle-Calédonie l'interlocuteur et le représentant privilégié de la France
« Les compétences nécessaires pour faire face à de tels défis ne se trouvent pas sur le territoire et nécessitent une large coopération internationale. »
2. Développement d'une coopération internationale
« Les compétences nécessaires pour faire face à de tels défis ne se trouvent pas sur le territoire et nécessitent une large coopération internationale. »
3. Être attentif à l'expansion de la Chine
« Il est clair que le territoire devra choisir son camp : être inféodé et financièrement dépendant de la Chine (en cas d'indépendance) ou accompagner la politique étrangère de la France et de l'Union Européenne »

La construction d'un modèle social calédonien : lutte contre les inégalité, prise de décisions locale, lutte contre la corruption - 7%
1. Développement d'une économie sociale et solidaire
« Impulser une économie sociale axée vers les initiatives de développement local, de réinsertion, de lutte contre l'exclusion et qui place l'humain au cœur de ses préoccupations »
2. Réduire les inégalités sociales
« La bonne gestion d'un pays se mesure dans les disparités sociales. Si "les riches sont de plus en plus riches" et "les pauvres, de plus en plus pauvres" peut-on dire que le pays est bien géré ? »

Le développement sportif : financement des infrastructures - 4%
«Le sport représente un triple enjeu pour la Nouvelle-Calédonie par sa contribution sociétale, son rôle économique et son apport identitaire. Le modèle de financement actuel du sport en Nouvelle-Calédonie n'est pas à la hauteur de ce triple enjeu et la réforme de ce modèle doit représenter une priorité. Le sport doit pouvoir bénéficier d'une source de financement pérenne ne dépendant pas des subventions des collectivités territoriales. Des revenus issus d'une loterie installée en Nouvelle-Calédonie, comme une filiale de la FDJ, pourraient permettre d'orienter la taxation associée vers un fonds dédié au soutien au sport avec une part affectée au développement de l'emploi associatif, une autre au soutien au fonctionnement d'équipements structurants (CISE, grands équipements, etc.) et une dernière dédiée au soutien aux associations et aux déplacements. »

Le défi de la formation et de l'encadrement de la jeunesse : développement de la formation professionnelle et hausse des moyens pédagogique adapté au territoire - 2%
« Mise en place de dispositif visant à développer l'accès à la formation professionnelle continue des professionnels du secteur (notamment les dispositifs de financement). »

Le défi de la souveraineté et de l'identité calédonienne : analyse du passé, prise de recul sur la situation et réflexion pour le futurs - 2%
« La perte de la souveraineté, entraîne la perte de l'identité nationale, ce qui entraîne la perte de "l'idéal national". La seule raison pour laquelle un être humain peut accepter de "sacrifier ses libertés individuelles" c'est au nom du futur.»

L'acceptation de l'autre : accorder une attention particulière à la communication, favoriser l'ouverture d'esprit - 2%
« L'ouverture d'esprit est essentielle et il faut la cultiver. Manipuler car "c'est mieux pour l'autre" ne fait que "fermer les 2 esprits en question". Le choix est la véritable liberté. »

Ne souhaite pas répondre - 0%
Autres - 5%

QUESTION 6° SOUHAITEZ-VOUS FORMULER UNE PROPOSITION EN LIEN AVEC L'UN DES TROIS THÈMES ÉVOQUÉS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ?

Les propositions des participants :

1. **Le défi climatique :** développer des modèles économiques respectueux de l'environnement, sensibiliser à la protection de l'environnement et renforcer la recherche ;
2. **Le développement économique :** mettre en avant le savoir-faire local et les petites entreprises, diversifier l'exploitation des ressources, s'ouvrir à l'international ;
3. **L'axe indopacifique :** ouverture internationale pour mettre en avant la culture calédonienne et pour nouer des partenariats commerciaux, renforcement des mesures militaires et diplomatiques françaises ;
4. **La construction d'un modèle social calédonien :** lutte contre les inégalités, prise de décisions locale, lutte contre la corruption ;
5. **Le développement sportif :** financement des infrastructures
6. **Le défi de la formation et de l'encadrement de la jeunesse :** développement de la formation professionnelle et hausse des moyens pédagogiques adaptés au territoire ;
7. **Le défi de la souveraineté et de l'identité calédonienne :** analyse du passé, prise de recul sur la situation et réflexion pour le futur ;
8. **L'acceptation de l'autre :** accorder une attention particulière à la communication, favoriser l'ouverture d'esprit.

CONCLUSION

Après 2 mois et demi de consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne, les résultats permettent certains enseignements.

Tout d'abord, la consultation a été marquée par un triple contexte de crise sanitaire, politique et météorologique ayant affecté la mobilisation des organisations invitées à s'exprimer. D'autre part, les contributeurs de la société civile ayant participé sont majoritairement des acteurs de l'action sociale / humanitaire et du secteur sportif, dont les statuts et les fonctionnements reposent sur des projets collectifs, des aides financières et des règles de gouvernance soutenus par des dispositifs hexagonaux et européens (loi du 1er juillet 1901 sur le contrat d'association, fédérations sportives nationales, Fonds Européen du Développement …).

L'analyse de l'ensemble des réponses fait émerger à la fois des demandes spécifiques aux activités ou aux revendications des organisations répondantes, mais aussi des sujets transverses et fréquemment évoqués, tels que :

- **L'impératif de construire collectivement un avenir commun apaisé, en valorisant la diversité culturelle et en stabilisant le cadre institutionnel du territoire.**
- **Le souhait de faire émerger un modèle social calédonien permettant une répartition équitable des richesses, un meilleur accès à l'éducation et le maintien d'une protection sociale pour tous.**
- **La nécessité de définir un modèle économique plus diversifié, avec des liens plus étroits avec les partenaires régionaux tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande et permettant l'autonomie alimentaire de la Nouvelle-Calédonie.**
- **Le désir de conserver un lien fort avec la France sur les plans culturel, stratégique et économique.**
- **La volonté de protéger de l'environnement et de mettre en place une économie plus durable passant notamment par l'exploitation raisonnée des ressources, dont le nickel.**

Sur l'ensemble des sujets évoqués, les organisations font fréquemment part de leur besoin d'accompagnement pour construire l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, quel que soit l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Le besoin d'échange avec les représentants de l'État est aussi tangible puisque près de la moitié des organisations répondantes ont sollicité un entretien auprès du Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

Finalement, la majeure partie des contributions présente une volonté commune d'avancer pour construire la Nouvelle-Calédonie de demain. Les réponses recueillies embrassent l'idéal d'une Nouvelle-Calédonie durable, harmonieuse et prospère.
L'ensemble des contributions sont accessibles en ligne. Pour les consulter, rendez-vous à l'adresse suivante : notreavenir-nc.fr/les-contributions/

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (1/8)

Organisation	Date de publication	Résumé	Thématiques
Au-delà du Je-u	27/01/2021	Lettre ouverte présentant les perspectives offertes à la population calédonienne. 1. Nécessité de mettre en place un projet de société partagée 2. Nécessité de redonner la parole à la société civile 3. Mise en place d'un dispositif participatif	Vivre ensemble / Justice sociale
Association des Citoyens Français de Nouvelle-Calédonie	06/02/2021	Lettre adressée au président de la République qui revendique l'application intégrale de la DDHC de 1789 aux 41.358 citoyens français exclus de la liste électorale provinciale de la Nouvelle-Calédonie.	Droits fondamentaux
Diversités NC	17/02/2021	Recommandations pour une Nouvelle-Calédonie juste et inclusive notamment au sujet des notions de droits humains relatifs aux personnes LGBTI 1. Être exemplaire en adressant un message clair et audible auprès du grand-public 2. Soutenir les évolutions législatives et leur application territoriale 3. (re)Créer du lien 4. Amplifier la visibilité, la pédagogie et l'inclusion 5. Condamner les discriminations d'Etat 6. Faciliter l'expérimentation et promouvoir les bonnes pratiques	Droits fondamentaux / Justice sociale
Villa Motor-Pool	23/02/2021	Archive d'un article de journal "Roch Wamytan souhaite revoir le fonctionnement du gouvernement"3. (re)créer du lien 1. Rencontre entre un homme politique kanak et le ministère de l'Outre Mer 2. Demande de réforme de la loi organique afin qu'il y ait un meilleur partage de compétences entre le gouvernement et les Provinces 3. Volonté de créer un accord qui mettrait en place "des politiques de pays plutôt que de région" (mise en place d'une politique globale calédonienne)	Politique / Vivre ensemble
Organisation Non Gouvernementale ENIANA	04/03/2021	Acte Coutumier de Droit d'Application Pure et Simple des Prérogatives Royales, Princières et Claniques Kanak, Relatif au Plan Kanak de Sortie Positive des Crises	Politique

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (2/8)

		Institutionnelles et Politiques Structurelles et Systémiques Afférents à la Présence Intempestive et Illégale de la France sur la Terre Ancestrale appartenant aux Clans pour la Période Charnière de 2021 à 2025.homme politique kanak 1. Demande de positionnement et de moralisation de l'ONU 2. Demande de responsabilisation du FLNKS et de ses partenaires politiques 3. Demande d'attribution des droits et titres miniers aux clans propriétaires authentiques de droits 4. Demande de repositionnement de la France et repositionnement de l'ONU	
Synergie	05/03/2021	Complément de réponse aux défis de la Nouvelle-Calédonie et solutions à mettre en place : 1. Autonomie énergétique : encourager et maximiser les investissements dans les énergies propres et durables au niveau de la production et du stockage. 2. Changement climatique : la Nouvelle Calédonie doit se préparer à la mitigation par une modification des outils de production et la mise en place de mesures d'adaptation au changement climatique. 3. Modèle socio-économique résilient : Réussir à construire une société calédonienne sur la base de valeurs partagées. Non plus sur le modèle économique comme facteur de réussite. Créer un modèle de société égalitaire et non catégorisé et s'appuyer sur des indicateurs de durabilité et de valeurs partagées. 4. Relance économique du pays : rénovation énergétique et amélioration de la compétitivité	Défi climatique/ Développement économique/ Axe indopacifique
Cluster AMD, Association Maintenance Durable	09/03/2021	Organisation d'une journée de travail et de débat afin de donner aux chefs d'entreprises et à leurs salariés la possibilité de s'exprimer dans le cadre de la consultation de la société calédonienne 1. Organisation d'ateliers par groupe avec une durée de 30 minutes par question proposée 2. Restitution des groupes et mise en débat des idées 3. Réalisation d'une synthèse validée par l'ensemble des participants	Développement économique / Justice sociale
Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Nouvelle-Calédonie	24/03/2021	La place de la Nouvelle-Calédonie dans l'axe Indo-Pacifique - Valoriser la proximité de la Nouvelle-Calédonie avec L'Australie pour l'ancrer dans l'axe indo-pacifique	Axe indopacifique / Développement économique

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (3/8)

		- "Un renforcement des moyens militaires implantés en Nouvelle- Calédonie permettrait à la France d'accroître l'assistance humanitaire post-catastrophe qu'elle fournit régulièrement en Océanie et de contribuer davantage à la surveillance des espaces maritimes." - Utiliser le levier que constitue l'axe Indo-Pacifique pour développer ses échanges régionaux, optimisant ainsi la compétence que la NC partage avec l'État en matière de relations extérieures.	
Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie	19/03/2021	Message à la Convention Nationale du 26 - 9 - 2020 de la LDH France 1. La paix en NC a permis d'accroître l'éducation (formation et investissement de la population Kanak, accès universel à l'enseignement pour les jeunes...) 2. Le rééquilibrage politique est une réalité (les différentes populations exercent des fonctions politiques) 3. Accroissement des inégalités social dans le domaine du logement (apparition de squat) 4. Opposition politique entre 2 blocs 5. L'urgence est le rétablissement du dialogue entre les deux blocs et leurs composantes. 6. Nécessité de créer une société plus juste, harmonieuse et responsable	Éducation / Justice sociale / Politique
Association Randocycl'NC	23/03/2021	Complément de réponse concernant les espoirs et la réponse au défi climatique détaillant les propositions.	Défi climatique/ Développement économique/ Axe indopacifique
Conseil économique, social et environnement de la Nouvelle-Calédonie	24/03/2021	Enquête sur l'égalité Homme-Femme en Nouvelle Calédonie. 1. absence de réglementation sur la parité, la présence limitée de femmes au niveau des instances décisionnelles de Nouvelle-Calédonie. 2. Nouvelle-Calédonie est le territoire où il y a le plus fort taux de violence envers les femmes 3. Les projets ou propositions de loi de pays, quand elles présentent une étude d'impact, n'incluent pas systématiquement les incidences attendues en matière d'égalité entre hommes et femmes 4. Le CESE-NC a eu à traiter deux autres sujets qui attendent toujours d'être adoptés par le congrès de la Nouvelle-Calédonie : - une proposition de loi du pays relative à la protection de victimes de violence, accompagnée de son projet de délibération en 2020,	Justice sociale

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (4/8)

		- un avant-projet de loi du pays favorisant l'égalité professionnelle réelle entre les femmes et les hommes, accompagné de son projet de délibération en 2021. 5. Il y a un besoin de combattre les stéréotypes dans l'enseignement, dans le monde du travail, dans le monde politique, dans le domaine de la santé/sécurité, dans l'occupation de l'espace public et dans les spécificités culturelles 6. Il faut changer la langue française qui est sexiste depuis le 17e siècle. La langue est le reflet d'une culture, c'est pourquoi, on ne peut changer la société sans y toucher.	
Association SYMBIOSE nc	22/03/2021	Complément de réponse. 1. Promouvoir l'éducation au développement durable (EDD) en instaurant un horaire dédié dans les emplois du temps des scolaires pour la conception et la mise en œuvre des projets EDD.. 2. Promouvoir l'enseignement des sciences expérimentales en favorisant un équipement équitable des établissements 3. Mise en place d'un programme d'animation sur la Maîtrise De l'Énergie (MDE) dans les écoles permettant d'aborder, par une approche expérimentale et ludique, le sens et la mise en œuvre des écogestes.	Éducation / Défi climatique / Transition énergétique
L'Après	24/03/2021	Exposition des objectifs du collectif l'Après (Think and Do tank) 1. Face à la crise engendrée par le Covid-19 en Nouvelle-Calédonie, le monde civil et économique s'est rassemblé afin d'imaginer la Nouvelle-Calédonie de l'après. Des groupes de travail se sont constitués avec des thématiques ciblées pour chacun : - Financement/Partage de richesse - Sécurité/Sanitaire/Santé - Éducation/Formation/Information/Communication - Cohérence/Gouvernance - Nickel - Agilité/Innovation/Numérique/Informatique - Production locale/Relocalisation/Circuits courts/Résilience - Écologie/Environnement/Développement Durable 2. Les groupes se sont mobilisés 2h par semaines chacun, sur leur temps libre, pendant 7 mois, soit un total de 166h – 21 jours de travail par personne 3. Restitution au grand public des travaux	Développement économique / Éducation / Justice sociale / Vivre ensemble

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (5/8)

		et mise en place de débat. Une restitution écrite est en cours de production.	
New Caledonia Trade and Invest	24/03/2021	Communiqué de presse "Voeu en matière d'intégration régionale et internationale de la Nouvelle-Calédonie. 1er mai : objectif 80% vaccinés pour la fête du travail" 1.Une stratégie Covid free en Nouvelle Calédonie qui repose sur 3 piliers (verrouillage des frontière; énergie humaine, technique, organisationnelle et financière; de la chance) 2. La stratégie Covid free coûte cher du point de vue technique, sociale et économique 3. Afin d'alléger les mesures, il faut vacciner 80% de la population à la date du 1er mai	Axe indopacifique / Développement économique /
Association Droit au vélo Nouvelle-Calédonie	24/03/2021	Proposition de développement du vélo en Nouvelle-Calédonie afin de contribuer au développement d'une société "bas carbone" 1.Mise en place de mesure efficaces de réduction de gaz à effet de serre 2. Prise de conscience collective sur la nature des phénomènes et des conséquences du réchauffement climatique, ainsi que sur les solutions envisageables 3. Émergence d'une conscience collective sur les enjeux climatiques requiert une stabilité politique et sociale 4. Développement du vélo doit faire partie des mesures prioritaires du plan d'action calédonien pour le climat 5. Développement du vélo ne s'effectuera que si la place occupée par la voiture diminue 6. La Nouvelle-Calédonie doit accorder une place importante au développement du vélo comme mode de déplacement afin de construire sur le long terme une société autonome, pacifiée, fraternelle et résiliente	Sport / Transition énergétique / Défi climatique
Chambre de Commerce et d'Industrie	24/03/2021	Duplicata des réponses au questionnaire	
Parole Calédonienne	25/03/2021	Rapport d'orientation 1. La zone Asie-Pacifique est la région du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles - réchauffement des températures entraîne l'expansion thermique de l'eau, la fonte des glaciers et la disparition des calottes glaciaires - Inondation et tempête entraînent des glissements de terrain - L'acidification des océans et le blanchiment des coraux affectent directement la	Axe indopacifique / Défi climatique

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (6/8)

		biodiversité des écosystèmes marins. Les stocks de poissons s'effondrent, mettant en danger des millions de vies et d'emplois. 2. D'ici quelques années de nombreuses îles de l'Océanie seront noyées et donc inhabitables. Selon une étude récente, les inondations provoquées par les vagues, favorisées par la montée des eaux, dégradent les ressources en eau de milliers d'îles 3. Actions à mener : - Combattre le réchauffement climatique en limitant les émissions de CO2 émis par chaque pays, ce qui aura pour effet de limiter les températures terrestres, - Protéger les côtes et parties inondables des îles, - Installer des unités de dessalement d'eau de mer pour en faire une eau potable, - Installer des unités de production d'énergie solaire, - Innover en développant des cités lacustres là où cela est possible	
Cluster Maritime Nouvelle-Calédonie et Construire Autrement	23/03/2021	Proposition d'une transition énergétique ambitieuse et compétitive pour un « nickel vert made in NC » 1. Verdissement de l'économie "Nickel vert" 2. Maximisation de la production d'énergies d'origine renouvelables ➢ Création d'un label "Nickel Vert" pour les producteurs locaux (différenciation vis-à-vis des producteurs asiatiques) ➢ Réduction de la dépendance énergétique de la NC (résilience en cas de crise et amélioration de la balance des paiements) ➢ Relance économique à court terme (soutien du secteur du BTP par une politique de grands travaux) ➢ Développement d'une filière d'expertise et de savoir-faire spécialisé en EnR et EMR (Export possible) ➢ Création d'emplois pendant la construction et l'exploitation (toutes qualifications) ➢ Diversification économique et nouvelles filières économiques (hydrogène, dessalement, élevage ovin, ...) ➢ Aménagement du territoire (installations pV avec activités et revenus locatifs sur foncier public, privé ou coutumier) ➢ Image et attractivité de la NC (réponse exemplaire à l'urgence climatique)	Transition énergétique / Développement économique/ Défi climatique
Construire Autrement	25/03/2021	Complément de réponses aux défis climatique, économique et axe indopacifique	Défi climatique/ Développement économique/ Axe

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (7/8)

			indopacifique
Fédération des Oeuvres Laïques - NC	25/03/2021	Proposition pour enclencher un processus réel et profond de réconciliation et développer l'ESS 1. Entamer une décolonisation qui ne soit pas seulement institutionnelle mais également une décolonisation de nos esprits et une réconciliation entre les cultures 2. Mise en place d'une "justice transitionnelle" comportant 2 axes : - Vérité : revenir sur certains points de l'histoire territoriale - Réconciliation :Il faut bâtir une vérité commune pour réconcilier la population 3. Nécessité de travailler sur la diversification de l'économie. Il y a de véritables stratégies de diversification à penser, à développer, et des cohérences à trouver à un niveau « Pays » pour que les initiatives provinciales soient de nature à consolider des filières qui pourraient constituer ce socle de diversification en Calédonie 4. Structuration de l'économie Sociale et Solidaire avec une meilleure répartition des richesses	Développement économique / Justice sociale / Vivre ensemble
Chambre des Métiers de l'Artisanat	25/03/2021	Complément de réponse au questionnaire	Défi climatique/ Développement économique/ Axe indopacifique
Collectif Handicaps Nouvelle-Calédonie	11/04/2021	Contribution relative à l'« économie sociale et solidaire ». Appel pour une réglementation locale sur l'ESS : - Répondre, au même titre que ne le fait la réglementation française, à la nécessité d'identifier, cadrer, structurer, sécuriser l'action des acteurs de l'ESS. - Cette réglementation doit permettre l'ouverture d'un champ des possibles indispensable en matière d'innovation sociale et de réponses aux besoins sociaux.	Développement économique / Justice sociale
Centre calédonien de recherche institutionnelle et géopolitique (CCRIG)	14/04/2021	Complément de réponse au questionnaire. 1. Défi climatique : Utiliser la Nouvelle-Calédonie comme une vitrine de son action contre le dérèglement climatique et en faveur de la protection de la biodiversité 2. Développement économique :optimiser l'installation de davantage d'entreprises qui disposeraient ainsi d'un relais, en terre française, à proximité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. 3. Axe indopacifique: renforcement des	Défi climatique/ Développement économique/ Axe indopacifique

ANNEXE

Les contributions supplémentaires (8/8)

		forces militaires française afin ➢ d'augmenter l'assistance humanitaire post catastrophe. ➢ contribuer davantage à la sécurité des espaces maritimes ➢ Protéger le territoire calédonien	
Festin Comm'Un	15/04/2021	Projet de festival autour de 5 grands thèmes. 1. Écologie : réflexion sur la place du nickel 2. Émancipation : réflexion sur la question de la décolonisation et de l'indépendance 3. Féminisme : Débat sur la place de la femme en Nouvelle-Calédonie 4. Le droit artistique : Lutte pour la reconnaissance du statut des artistes afin de professionnaliser leurs activités 5. La lutte non violente : proposition d'une lutte non violente à l'instar du Larzac	Justice sociale / Vivre ensemble / Politique / Transition énergétique / Défi climatique
ASSOCIATION DES CADRES A VENIR EN NOUVELLE-CALÉDONIE	15/04/2021	Description du modèle GENESE de développement économique social et durable. 1. Gouvernance 2. Économie 3. Naturalité 4. Environnement 5. Social 6. E-technologie	Transverse

ANNEXE

Liste des organisations répondantes (1/2)

Nom du contributeur	Date	statut
Formation et recherche action	26-janv	Entreprise
SOLFIGE	26-janv	Entreprise
Le Phare	26-janv	Association de professionnels
STATOU SARL	27-janv	Entreprise
Au-delà du Je-u	27-janv	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Ligue calédonnienne de tennis	28-janv	Association sportive
Association d'assistance aux animaux du Caillou	30-janv	Association d'action sociale, santé, humanitaire
SNETAA Force Ouvrière Nouvelle-Calédonie	30-janv	Syndicat
Taekwondo koryo	3-févr	Association sportive
AS6e Section Tennis	3-févr	Association sportive
SAKURA DOJO	4-févr	Association sportive
AMICALE SPORTIVE PROVINCE NORD et AMICALE PROVINCE NORD	4-févr	Association sportive
WAGOKAN AIKIDO JEUNES NC	4-févr	Association sportive
ASSOCIATION DES CITOYENS FRANCAIS DE NOUVELLE CALEDONIE	6-févr	Association politique
Cluster Maritime de Nouvelle-Calédonie	6-févr	Cluster
La maison du pneu	7-févr	Entreprise
Association FC FERRAND	7-févr	Association sportive
Sporting Club du Nord (SCN)	8-févr	Association sportive
Association Crevettes Musclées Nord Rugby	8-févr	Association sportive
SPADET	9-févr	Syndicat
Association kara rame	10-févr	Association sportive
Sol.Eau.NC	16-févr	Entreprise
DIVERSITES NC	17-févr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Alliance Champlain	17-févr	Association culture, loisir
Abaca Croisières	18-févr	Entreprise
Villa Motor-Pool	23-févr	Entreprise
Association des femmes cheffes d'entreprises	24-févr	Association de professionnels
AXES et PERFORMANCES / MOBILO	25-févr	Entreprise
GROUPE ISOLATION INDUSTRIELLE CALEDONIE (LINC)	26-févr	Entreprise
Association NATIV'NC	26-févr	Association de professionnels
Maison du Livre de la Nouvelle-Calédonie	28-févr	Association culture, loisir
Artothèque de Nouméa	1-mars	Association culture, loisir
SYNDICAT DES COURTIERS EN ASSURANCE DE NOUVELLE CALEDONIE	2-mars	Syndicat
La Bande à Nounou	4-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Organisation Non Gouvernementale ENIANA	4-mars	ONG
Fédération Formation Insertion (FFI)	4-mars	Fédération
SYNERGIE	5-mars	Association de professionnels
Association des Cavaliers de Nouville	6-mars	Association sportive
CIE Centre Initiation a l'Environnement	8-mars	Association éducation, formation, insertion
la vinotheque	9-mars	Entreprise
Comité Territorial Olympique et Sportif de Nouvelle-Calédonie	9-mars	Association sportive
association de recherche philosophique en Nouvelle Caledonie	11-mars	Association autre
REVUE JURIDIQUE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE NOUVELLE-CALÉDONIE	14-mars	Revue académique
Scouts de Nouvelle Caledonie	15-mars	Association culture, loisir
Randocycle.nc	15-mars	Association sportive
Selarl cassier chiappelli	15-mars	Entreprise
Ligue Calédonienne de Voile	15-mars	Association sportive
Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie	19-mars	ONG
Conseil économique, social et environnement de la Nouvelle-Calédonie	19-mars	Institution
UT CFE CGC	19-mars	Syndicat
Le Maillon du Pacifique	21-mars	Association autre
PARTAGES EN HERBE	21-mars	Association culture, loisir
Ligue Calédonienne de Va'a et Canoé Kayak	21-mars	Association sportive
Association Calédonienne de DRIFT	22-mars	Association sportive
SYNDICAT DES IMPORTATEURS ET DES DISTRIBUTEURS DE NOUVELLE CALEDONIE	22-mars	Syndicat
Association SYMBIOSE nc	22-mars	Association éducation, formation, insertion
Notylia, Le cercle des femmes Chefs d'entreprise	22-mars	Association de professionnels
Association Régionale des auditeurs IHEDN Nouvelle-Calédonie (AR IHEDN NC)	22-mars	Association de professionnels
Association ANTILLES GUYANE	22-mars	Association culture, loisir
Fédération Calédonienne du BTP	22-mars	Association de professionnels
SNES-NC	23-mars	Syndicat
Théâtre de l'île	23-mars	Espace culturel
Loge LUMIERE DES ILES du GRAND ORIENT DE FRANCE en Nouvelle Calédonie	23-mars	Loge maçonique
SEM (Syndicat des exportateurs de minerai)	23-mars	Syndicat
LE SYNDICAT DES IMPORTATEURS ET DES DISTRIBUTEURS DE NC	23-mars	Syndicat
Un cœur une voix	24-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire

ANNEXE

Liste des organisations répondantes (2/2)

Fédération des Industries de Nouvelle Calédonie (FINC)	24-mars	Syndicat
Cercle Philosophique Ecossais	24-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Nouvelle-Calédonie (CPME-NC)	24-mars	Syndicat
Association loisirs de pleine nature	24-mars	Association culture, loisir
UFC Que-Choisir	24-mars	Association autre
L'Après	24-mars	Collectif
Association Droit au vélo Nouvelle-Calédonie	24-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Pala Dalik : l'écho du récif	24-mars	Association éducation, formation, insertion
Union des Groupements des Parents d'Elèves (UGPE)	24-mars	Fédération d'associations et de Groupements de Parents d'Elèves
New Caledonia Trade and Invest	24-mars	Cluster
Organe de l'Ordre des chirurgiens -dentistes de Nouvelle-Caledonie	25-mars	Ordre médical
EMLYON Alumni	25-mars	Association de professionnels
Innov´Aquaculture	25-mars	Entreprise
Association "Nua Nua"	25-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
CONSTRUIRE AUTREMENT	25-mars	Collectif
Collectif de Soutien à l'enseignement Privé	25-mars	Collectif
PAROLE CALEDONIENNE	25-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Association Citoyen Mondorien (ACM)	25-mars	Association autre
SARL CLEVER CLOUD CONSULTING "myCloud"	25-mars	Entreprise
Groupe de réflexion 'Alternatives'	25-mars	Collectif
OPEN NC	25-mars	Cluster
UNION DES SYNDICATS OUVRIERS ET EMPLOYES DE NOUVELLE-CALEDONIE (USOENC)	25-mars	Syndicat
FOL-NC	25-mars	Association éducation, formation, insertion
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA NOUVELLE CALEDONIE	25-mars	Institution
ASSOCIATION CULTURES ET PARTAGES	25-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Association du Personnel et des Amis de Radio Djiido	25-mars	Association autre
SYNDICAT DES COMMERCANTS DE NOUVELLE CALEDONIE	25-mars	Syndicat
CNTP	26-mars	Syndicat
Zolivibrations	26-mars	Entreprise
Association des Parents d'Elèves Ecole Maternelle de Poindimié	29-mars	Association
Fédération des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation de Nouvelle-Calédonie	30-mars	Association éducation, formation, insertion
ASSOCIATION POPWADENE	30-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Conseil Coutumier IAAI	30-mars	Conseil coutumier
Association des personnes âgées ne Drehu (APAD)	30-mars	Association d'action sociale, santé, humanitaire
association Odyssée	30-mars	Association sportive
Association "destin commun"	1-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Ensemble Pour La Planète dite EPLP	3-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Amicale Doyenne des Anciens Combattants de Nouvelle-Calédonie.	11-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
COLLECTIF HANDICAPS	12-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Centre calédonien de recherche institutionnelle et géopolitique (CCRIG)	14-avr	Association éducation, formation, insertion
ASSOCIATION DES PENSIONNES CIVILS ET MILITAIRES EN NOUVELLE CALEDONIE (APCM)	14-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
ORÂ JEKUTE	15-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
Festin Comm'Un	15-avr	Collectif
Acroyoga NC	15-avr	Association sportive
Association pour la sauvegardé de l'enfance de l'adolescence et des adultes de Nouvelle Caledonie	15-avr	Association d'action sociale, santé, humanitaire
ASSOCIATION DES CADRES A VENIR EN NOUVELLE-CALEDONIE	15-avr	Association de professionnels
Créations Ile des Pins	15-avr	Entreprise

Contact presse
Cabinet du Haut-commissaire
Bureau de la communication interministérielle

Margot BANTEGNY
Tél : (+687) 26 64 22 - (+687) 77 71 93
Mél : communication@nouv elle-caledonie.gouv .f r
www.nouv elle-caledonie.gouv .f r